

# Séance publique du 16 juillet 2012

## Öffentliche Sitzung vom 16. Juli 2012

Lorsque le vote n'est pas spécifié,  
la décision a été prise à l'unanimité des voix.

*Falls das Resultat der Abstimmung  
nicht angegeben ist,  
ergab das Votum Einstimmigkeit.*

La séance a lieu dans la salle des séances de la maison communale à Roeser. Elle débute à 15.00 heures et se termine à 17.39 heures. La séance est présidée par Monsieur Tom Jungen.

*Die Sitzung findet im Sitzungssaal des Gemeindehauses in Roeser statt. Sie beginnt um 15.00 Uhr und endet um 17.39 Uhr. Den Vorsitz der Sitzung übernimmt Herr Tom Jungen.*

### Présences / Anwesende :

Eugène Berger, Guy Conrady,  
Suzette Dostert-Wagener,  
Sandra Flammang,  
Nadine Gaasch-Brix, Tom Jungen,  
Léonie Klein-Hoffmann,  
Marianne Pesch-Dondelinger,  
Renée Quintus-Schanen,  
Edy Reding, Jean-Paul Reiter.

### Absences / Abwesende :

/

## 1.1

### Communications du collège échevinal

- Le collège échevinal a décidé d'allouer un subside ordinaire à la Chorale Ste Cécile Bivange/Berchem pour l'année 2011.
- La délibération du conseil communal du 28 avril 2010 concernant l'adaptation, la modification et la suppression de taxes communales a été approuvée conditionnellement par le ministère de l'Intérieur.
- La délibération du conseil communal du 28 avril 2010 concernant la mesure spéciale relative à la taxe d'autorisation de construction pour exploitations agricoles a été approuvée par le Ministère de l'Intérieur.
- Le dialogue avec les responsables de la société Alysea a repris. L'administratrice déléguée a quitté la société et un nouvel investisseur a racheté des parts de la société. Les nouveaux responsables semblent très intéressés de régler le litige avec l'administration communale au plus vite.

## 1.2

### Questions écrites des conseillers

Question écrite des conseillers du parti « Déi Gréng » du 9 juillet 2012 relative à trois sujets :

1. Remplacement de membres des commissions en cas d'empêchement ;
2. Etat de l'étude préparatoire du PAG ;
3. Relevé des immeubles et terrains inoccupés.

(voir page 38-39)

## 1.1

### Mitteilungen des Schöffensrats

- Der Schöffensrat hat beschlossen, der „Chorale Ste Cécile Bivange/Berchem“ eine ordentliche Beihilfe für 2011 zu gewähren.
- Der Gemeinderatsbeschluss vom 28. April 2010 betreffend die Abänderung, Anpassung und Abschaffung verschiedener Gemeindetaxen wurde vom Innenministerium bedingt angenommen.
- Der Gemeinderatsbeschluss vom 28. April 2010 betreffend die Spezialmaßnahme für Baugenehmigungen für landwirtschaftliche Betriebe wurde vom Innenministerium genehmigt.
- Der Dialog mit der Gesellschaft Alysea hat sich verbessert. Die Verwalterin hat die Gesellschaft verlassen und es hat sich ein neuer Investor in die Gesellschaft eingekauft. Die neuen Verantwortlichen scheinen sehr interessiert, den Streit mit der Gemeindeverwaltung schnellstmöglich beizulegen.

## 1.2

### Schriftliche Fragen der Gemeinderäte

Schriftliche Anfrage der Gemeinderäte der Fraktion „Déi Gréng“ vom 9. Juli 2012 betreffend 3 Themen:

1. Ersetzen der Mitglieder der Gemeindeausschüsse bei Verhinderung;
2. Stand der vorbereitenden Studie zum PAG;
3. Aufstellung der freistehenden Gebäude und nicht genutzten Gelände.

(siehe Seite 38-39)

## 2

### **Convention de mise à disposition pour l'hébergement de demandeurs de protection internationale**

Convention avec l'Etat ayant pour objet de fixer les conditions de la mise à disposition à l'Etat d'un bien immobilier par la Commune pour l'hébergement de demandeurs de protection internationale. Par cette convention la Commune soutient l'Etat dans sa mission sociale d'accueil et d'hébergement de demandeurs de protection internationale et s'engage à mettre à disposition de l'Etat le bien immobilier suivant : maison uni familiale privée, située à Livange, 20, rue de Peppange) La mise à disposition à lieu moyennant une indemnité mensuelle de 400 €.

**Le conseil communal décide à l'unanimité de discuter les points 3.1. et 3.2. simultanément en un seul point.**

## 3.1

### **Stade National de Football - Prise de position du collège échevinal**

&

## 3.2

### **Projet de stade national de football à Livange : détails concernant les accords conclus avec le Gouvernement et des promoteurs**

Dans le cadre de la discussion générale relative au projet du stade national de football, une lettre du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire au Ministre des Travaux publics, datée au 22 juin 2009, a été rendue publique et dans laquelle il est fait mention du fait que les ministres concernés par le projet s'étaient accordés avec les promoteurs concernés ainsi qu'avec les autorités communales de Roeser. La publication de ce document incite le collège à prendre position par la voix du bourgmestre.

En ce qui concerne le même dossier, les conseillers du groupe DP, faisant valoir leur droit d'initiative, ont demandé l'inscription à l'ordre du jour du point « Les accords conclus entre le Gouvernement, les promoteurs et la commune de Roeser concernant le projet d'un stade de football et de centre commercial à Livange ». Vu que les deux points de l'ordre du jour concernent le même dossier, il est décidé de les discuter simultanément.

Dans leur demande, la fraction DP a demandé à ce que le bourgmestre fournisse tous les détails concernant les accords conclus avec le Gouvernement et des promoteurs au sujet du projet de Livange.

Au nom de sa fraction, le conseiller Eugène Berger a affirmé que, selon ses informations, il y aurait eu plusieurs réunions avec les promoteurs des projets Livange et Wickrange et le gouvernement durant les années 2009 et 2010 ainsi que

## 2

### **Konvention betreffend die Bereitstellung einer Immobilie für die Beherbergung von Asylbewerbern**

Konvention zwischen der Gemeindeverwaltung und dem Staat, welche die Bedingungen für die Bereitstellung einer Immobilie für die Beherbergung von Asylbewerbern festlegt. Durch diese Konvention unterstützt die Gemeinde den Staat bei seinen Bemühungen, seiner sozialen Mission nachzukommen und Asylbewerber zu beherbergen. Die Gemeinde stellt dem Staat folgende Immobilie zu Verfügung: Ein Einfamilienhaus, gelegen in Liwingen, rue de Peppange No 20. Die Bereitstellung erfolgt mittels einer Zahlung einer monatlichen Miete von 400 €.

**Der Gemeinderat beschließt einstimmig, die Punkte 3.1. und 3.2. zusammen zu diskutieren.**

## 3.1

### **Nationales Fußballstadion – Stellungnahme des Schöffenrats**

&

## 3.2

### **Projekt des nationalen Fußballstadions in Liwingen: Einzelheiten über die Abkommen zwischen Regierung und Bauträger**

Im Rahmen der Diskussionen über das nationale Fußballstadion, wurde ein Brief des Innenministers veröffentlicht, datiert auf den 22. Juni 2009, in welchem behauptet wird, dass die mit dem Projekt befassten Minister sich mit den Bauträgern und der Gemeinde Roeser geeinigt hätten. Die Veröffentlichung dieses Briefes hat den Schöffenrat dazu bewogen, eine Stellungnahme abzugeben. Diese Stellungnahme wird durch den Bürgermeister vorgetragen.

Ebenfalls betreffend das Projekt Fußballstadion, machen die Gemeinderäte der Fraktion DP ihr Initiativrecht geltend, um einen Punkt „Projekt des nationalen Fußballstadions in Liwingen: Einzelheiten über die Abkommen zwischen Regierung und Bauträger“ auf die Tagesordnung hinzuzufügen. Da es sich hierbei um dasselbe Projekt handelt, werden beide Punkte der Tagesordnung gemeinsam diskutiert.

In ihrer Anfrage verlangen die Räte der DP, dass der Bürgermeister sämtliche Einzelheiten betreffend die Abkommen der Regierung mit den Bauträgern des Projektes Liwingen offenlegt.

Im Namen seiner Fraktion behauptete der Gemeinderat Eugène Berger, dass es mehrere Versammlungen mit den Bauträgern der Projekte Liwingen und Wickringen, der Regierung und der Gemeinde Roeser während den Jahren 2009 und 2010 gab. Ferner hätten noch einige Sitzungen im

quelques réunions en cercle restreint. Il voulait savoir quelles étaient les conclusions de ces réunions et quels étaient les accords conclus entre les personnes présentes. Il voulait savoir en outre, pourquoi est-ce que le collègue échevinal de l'époque voulait à tout prix modifier le PAG encore avant les élections communales.

Le bourgmestre Tom Jungen a souligné qu'il n'y aurait jamais eu des accords entre la commune de Roeser et les promoteurs respectivement l'Etat. En tant que bourgmestre, il n'aurait même pas eu le pouvoir de signer des accords, vu que cette prérogative est réservée au conseil communal. Il a confirmé avoir assisté à plusieurs réunions d'un groupe de travail concernant le projet de Livange. Le projet Wickrange n'aurait cependant jamais été discuté en sa présence.

A sa connaissance, de tels groupes de travail seraient mis en place pour chaque projet de cette envergure et le collègue échevinal n'aurait jamais essayé de cacher sa participation à ces réunions. Selon le bourgmestre, le but de ces réunions était de rassembler des informations concernant le site, de connaître les problèmes éventuels et de fixer une sorte de cahier de charges pour que les bureaux d'études puissent élaborer un projet.

Lors de ces réunions, les représentants de la commune de Roeser se seraient donc concentré à fournir les informations à leur connaissance et de demander à ce que des solutions soient mis en place concernant toutes sortes de nuisances éventuelles pour les habitants. En ce qui concerne la question sur la volonté du collègue échevinal précédent de faire voter la modification ponctuelle du PAG encore avant les élections communales, le bourgmestre a affirmé avoir voulu agir en toute transparence.

Toujours selon le bourgmestre, la démarche future du collègue échevinal dans ce dossier n'a pas changé. D'abord il faut savoir, si le gouvernement et le promoteur sont encore intéressés à réaliser le projet. Si c'est le cas, un projet modifié et un masterplan doivent être élaborés. Ce masterplan sera alors présenté à la population et après, la commune organisera un referendum.

kleinen Kreis stattgefunden. Der Gemeinderat wollte wissen, welches die Schlussfolgerungen dieser Versammlungen waren und welche Abkommen geschlossen wurden. Er wollte ferner wissen, weshalb der vorherige Schöffenrat die punktuelle Abänderung des PAG unbedingt vor den Gemeindewahlen verabschieden wollte.

Der Bürgermeister Tom Jungen hat unterstrichen, dass es keine Abkommen zwischen der Gemeinde Roeser und den Bauträgern beziehungsweise dem Staat gegeben hat. Als Bürgermeister hätte er sowieso nicht die Befugnis gehabt, Abkommen einzugehen, da diese Befugnis dem Gemeinderat reserviert ist. Er hat bestätigt, an mehreren Sitzungen einer Arbeitsgruppe für das Projekt Liwingen teilgenommen zu haben, das Projekt Wickringen sei jedoch nicht in seiner Gegenwart besprochen worden.

Laut seinem Kenntnisstand, würden solche Arbeitsgruppen bei jedem Projekt dieser Größenordnung eingesetzt werden. Der Schöffenrat habe auch nie versucht, seine Teilnahme an diesen Sitzungen zu verheimlichen. Laut dem Bürgermeister, hatten diese Versammlungen zum Ziel, sämtliche Informationen zu dem Standort zu sammeln, eventuelle Probleme zu erfassen und eine Art Katalog der Wünsche der Beteiligten zu erstellen, damit die Planungsbüros ein Projekt erstellen können.

Während dieser Arbeitssitzungen hätten die Vertreter der Gemeinde sich also darauf beschränkt, alle Informationen zum Standort preiszugeben und auf die eventuellen Probleme (Lärmbelästigung, Verkehrsaufkommen, ...) hinzuweisen. Zu der Frage, weshalb der vorherige Schöffenrat die punktuelle Abänderung des PAG noch vor den Gemeinderatswahlen verabschieden wollte, unterstrich der Bürgermeister, dass er hier in voller Transparenz arbeiten wollte.

Laut Aussage des Bürgermeisters, wird die zukünftige Vorgehensweise des Schöffenrats nicht verändert. Zuerst müsse man erfahren, ob die Regierung und der Promoter an dem Projekt festhalten, dann muss ein verändertes Projekt und eine Masterplan vorgelegt werden. Dann wird dieser Masterplan der Bevölkerung vorgestellt und ein Referendum organisiert.

## 4

### **Construction d'un chemin forestier au lieu-dit Kazeboesch - Devis et détail estimatif**

Devis et détail estimatif des travaux de voirie forestière à exécuter pour l'aménagement d'un chemin forestier au lieu-dit « Kazeboesch » établi par l'Administration de la Nature et des Forêts. Le projet concerne le premier tronçon d'une longueur totale 750 mètres.

## 4

### **Einrichtung eines Waldweges im Ort „Kazeboesch“ - Kostenvoranschlag**

Detaillierter Kostenvoranschlag der Forstverwaltung betreffend die Schaffung eines Waldweges im Ort „Kazeboesch“. Das Projekt betrifft den ersten Teilabschnitt einer Längen von 750 Metern.

Montant du devis / <i>Gesamtbetrag des Kostenvoranschlags</i> :	29.500,00 €
TVA 15% / <i>Mehrwertsteuer</i> :	4.425,00 €
Total TVAC / <i>Summe inkl. Mehrwertst.</i> :	33.925,00 €

## 5

### **Modification budgétaire - service ordinaire - Alimentation de l'article 4/1212/2133/023**

Alimentation de l'article 4/1212/2133/023 en vue du paiement d'une facture en rapport avec une révision de prix présentée après la clôture du projet. Il s'agit de la facture Sopinor du 01/02/2012 au montant de 1.137,73 € qui a fait l'objet du décompte redressé approuvé par le conseil le 15 juin 2012.

## 5

### **Abänderung im ordentlichen Haushalt - Speisung des Artikels 4/1212/2133/023**

Speisung des Artikels 4/1212/2133/023 um die Zahlung einer Rechnung zu ermöglichen, welche nach einer Preisanpassung nach dem Abschluss des Projektes eingereicht wurde. Es handelt sich um eine Rechnung der Firma Sopinor vom 01/02/2012 einer Höhe von 1.137,73 €. Die angepasste Abrechnung des Projektes wurde am 15. Juni 2012 vom Gemeinderat genehmigt.

<b>Vote / Abstimmung</b>		
<b>Oui / Ja</b>	<b>Non / Nein</b>	<b>Abstention(s) / Enthaltung(en)</b>
Suzette Dostert-Wagener Tom Jungen Léonie Klein-Hoffmann Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter	-	Eugène Berger Guy Conrady Nadine Gaasch-Brix Sandra Flammang

## 6.1

### **Fixation du taux multiplicateur de l'impôt commercial pour l'année d'imposition 2013**

Taux multiplicateur en matière d'impôt commercial sur les bénéfiques et capital d'exploitation pour l'année d'imposition à venir. Taux identique à celui fixé pour l'année 2012 : 300%.

## 6.1

### **Hebesatz der Gewerbesteuer auf Gewinn und Kapital für das Steuerjahr 2012**

Hebesatz der Gewerbesteuer auf Gewinn und Kapital für das kommende Steuerjahr. Der Hebesatz bleibt unverändert bei 300 %.

## 6.2

### **Fixation des taux multiplicateurs de l'impôt foncier pour l'année d'imposition 2013**

Taux multiplicateurs en matière d'impôt foncier pour l'année d'imposition à venir. Taux identiques à ceux fixés pour l'année 2012 :

- A :	500 %
- B1 :	750 %
- B2 :	1.000 %
- B3 :	250 %
- B4 :	250 %
- B5 :	1.000 %
- B6 :	1.000 %

## 6.2

### **Hebesätze der Grundsteuer für das Steuerjahr 2013**

Hebesätze der Grundsteuer für das Steuerjahr 2013. Die Hebesätze bleiben unverändert gegenüber 2012:

## 7

### **Construction d'une voie d'accès à la zone d'activité Parc Luxite - Devis estimatif**

Devis estimatif relatif à la construction d'une voie d'accès à la zone d'activité Parc Luxite.

## 7

### **Bau einer Zugangsstraße zur Gewerbezone Parc Luxite - Kostenvoranschlag**

Kostenvoranschlag für den Bau einer Zugangsstraße zur Gewerbezone Parc Luxite. Das Projekt

Projet établi par le bureau d'études Simtech le 05/07/2012 en exécution de la convention modifiée relative à la réalisation du projet Parc Luxite au lieu-dit Houbësch à la Poudrerie, Kockelscheuer.

wurde vom Planungsbüro Simtech vorgeschlagen und entspricht der modifizierten Konvention betreffend das Projekt Luxite im Ort Houbësch in Kockelscheuer.

Montant du devis / <i>Gesamtbetrag des Kostenvoranschlags :</i>	2 339 970,40 € HTVA - 2 690 965,96 € TVAC.
Part communale / <i>Anteil der Gemeinde :</i>	1 490 995,50 € HTVA - 1 714 644,83 € TVAC.

Vote / Abstimmung		
Oui / Ja	Non / Nein	Abstention(s) / Enthaltung(en)
Eugène Berger Suzette Dostert-Wagener Sandra Flammang Tom Jungen Léonie Klein-Hoffmann Marianne Pesch-Dondelinger Renée Quintus-Schanen Edy Reding Jean-Paul Reiter	-	Guy Conrady Nadine Gaasch-Brix

## 8

### Questions orales des conseillers

**Marianne Pesch-Dondelinger :**

Je suggère au collègue échevinal d'organiser un débat sur le chômage dans notre commune en automne prochain. Je suis bien consciente que le chômage est un problème national, mais il serait intéressant de faire une analyse de la situation dans notre commune. Quelles statistiques existent sur notre commune ? Quelles sont les mesures que la commune pourrait prendre ?

*Réponse du bourgmestre :* Je suis entièrement de votre avis. J'ai le projet d'organiser un « pacte local de l'emploi » comparable à celui créé à Dudelange. La commune peut effectivement jouer un rôle important dans la lutte contre le chômage et la nôtre le fait depuis longtemps. Ainsi nous dépensons quelques 300.000 € par an pour des mesures pour chômeurs chaque année, nous engagerons deux personnes avec contrats CAE en 2013 et soutenons toute action en faveur de la lutte contre le chômage.

**Marianne Pesch-Dondelinger :**

En tant que conseillers communaux nous sommes régulièrement confrontés à des doléances de nos concitoyens. On devrait éventuellement publier un avis au bulletin communal que bon nombre de ces doléances ne peuvent pas être discuté en conseil communal. Ces doléances sont souvent transmises par le conseiller communal directement au service concerné de la commune. Je pense qu'il faudrait informer nos concitoyens de cette façon de faire.

*Réponse du bourgmestre :* Il est évident que le conseil communal ne peut pas discuter de chaque

## 8

### Mündliche Fragen der Gemeinderäte

**Marianne Pesch-Dondelinger :**

Ich schlage dem Schöffenrat vor, eine Debatte über die Arbeitslosigkeit in unserer Gemeinde zu organisieren. Ich bin mir bewusst, dass die Arbeitslosigkeit ein nationales Problem ist, aber es wäre interessant, eine Analyse der Situation in der Gemeinde zu machen. Welche Statistiken existieren über unserer Gemeinde? Was kann die Gemeinde tun?

*Antwort des Bürgermeisters:* Ich bin hundertprozentig mit Ihnen einverstanden. Ich hatte vor, einen lokalen Pakt gegen die Arbeitslosigkeit zu schaffen, ähnlich der Struktur, welche in Düdelingen besteht. Die Gemeinde kann tatsächlich eine wichtige Rolle bei der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit spielen und unsere Gemeinde macht dies seit vielen Jahren. So geben wir alljährlich rund 300.000 € für Maßnahmen gegen die Arbeitslosigkeit aus, stellen im Jahr 2013 zwei Personen mit CAE Vertrag ein und unterstützen sämtliche Maßnahmen gegen die Arbeitslosigkeit.

**Marianne Pesch-Dondelinger :**

Als Gemeinderatsvertreter werden wir häufig mit Anfragen beziehungsweise Problemen unserer Mitbürger befasst. Man müsste vielleicht eine Information im Gemeindeblatt veröffentlichen, dass diese Anfragen nicht zwangsläufig im Gemeinderat diskutiert werden, sondern direkt von den Gemeinderäten an den verantwortlichen Dienst der Gemeindeverwaltung weitergeleitet werden. Ich denke, man sollte unsere Mitbürger über diese Vorgehensweise informieren.

*Antwort des Bürgermeisters:* Es ist verständlich, dass der Gemeinderat nicht über jeden Pflaster-

*pavé de trottoir. Nous insérerons un avis dans le prochain bulletin communal.*

**Eugène Berger :**

Lors d'une dernière réunion du conseil communal, vous nous aviez expliqué les problèmes liés à l'implantation de sociétés commerciales dans des maisons d'habitation dans notre commune. Dans ce contexte : Est-ce qu'il ne serait pas possible d'établir une liste de toutes les sociétés commerciales se trouvant sur le territoire de notre commune ?

*Réponse du bourgmestre :* Il est très difficile d'établir une liste des sociétés commerciales, parce que les sociétés ne sont pas obligées de se déclarer auprès de la commune. Il faudrait alors faire le tour de la commune et sonner à toutes les portes. Tant que les sociétés ne sont pas officiellement déclarées auprès des communes, nous ne disposons d'aucune possibilité de contrôler. De toute façon il n'y a que très peu de moyens pour interdire à un commerçant de faire son commerce dans des zones d'habitations.

**Nadine Gaasch-Brix :**

Sur les listes d'inscriptions pour la Maison Relais l'horaire de travail des parents est demandé. Comment-est-ce que cette information peut être un critère pour l'acceptation des enfants à la Maison Relais ? L'horaire de travail des parents peut changer à tout moment. En plus, les parents doivent remettre plusieurs pièces justificatives concernant leur situation personnelle. Est-ce qu'on ne pourrait pas traiter les inscriptions des enfants de manière plus flexible ?

*Réponse du bourgmestre :* Vous ne vous imaginez pas à quel point certains parents d'enfants font des déclarations erronées aux responsables de la Maison Relais pour pouvoir faire inscrire leurs enfants. Nous ne disposons malheureusement pas d'assez de place pour satisfaire toute la demande. Nous sommes dans l'obligation d'imposer des critères de priorité. Nous essayons d'offrir les places existantes aux plus nécessitants et voilà pourquoi nous sommes obligés de demander des pièces justificatives. La demande est tellement importante que nous ne pouvons pas nous permettre de traiter les dossiers de manière encore plus flexible.

**Nadine Gaasch-Brix :**

Les horaires indiqués dans le bulletin communal concernant le Pedibus ne sont pas corrects. Est-ce que le service « Pedibus » est déjà proposé le premier jour de classe après la rentrée ? Quelle est la procédure si le parent n'est pas à l'arrêt à l'heure ? Comment le service est organisé s'il y a des enfants qui ne sont pas là tous les jours ?

*Réponse de l'échevine Quintus-Schanen :* Nous avons eu une réunion avec les surveillants du Pedibus la semaine dernière. Un problème avec

stein diskutieren kann. Wir werden deshalb eine Information im kommenden Gemeindeblatt veröffentlichen.

**Eugène Berger:**

Anlässlich einer letzten Gemeinderatssitzung haben Sie uns von den Problemen berichtet, welche entstehen, wenn sich Handelsfirmen in Wohngebieten niederlassen. In diesem Zusammenhang: Könnte man nicht eine Liste erstellen, mit sämtlichen Handelsfirmen, die in der Gemeinde bestehen?

*Antwort des Bürgermeisters:* Es ist sehr schwer eine solche Liste zu erstellen, da Handelsfirmen sich nicht bei der Gemeindeverwaltung anmelden müssen. Anmeldepflicht besteht nur für Privatpersonen. Man müsste also schon von Haus zu Haus gehen. Solange wie Handelsfirmen sich nicht offiziell bei der Gemeindeverwaltung anmelden müssen, verfügen wir über keine Kontrollmöglichkeit. Leider sind die Möglichkeiten, um einem Geschäftsmann zu verbieten, einen Handel in einem Privathaus zu betreiben, sehr beschränkt.

**Nadine Gaasch-Brix:**

Auf den Einschreibungslisten für die Maison Relais muss die Arbeitszeit der Eltern angegeben werden. Wie kann dies ein Kriterium für die Annahme der Kinder in der Struktur sein? Die Arbeitszeiten der Eltern können jederzeit ändern. Ferner müssen die Eltern mehrere Papiere einreichen, um ihre Angaben zu bestätigen? Könnte man die Einschreibungen für die Maison Relais nicht etwas flexibler gestalten?

*Antwort des Bürgermeisters:* Sie können sich nicht vorstellen, wie oft Eltern die Verantwortlichen der Maison Relais durch Falschangaben versuchen zu betrügen, nur damit ihre Kinder aufgenommen werden. Leider verfügen wir nicht über genügend Plätze um der großen Nachfrage gerecht zu werden. Wir sind gezwungen, Aufnahmekriterien vorzuschreiben. Wir versuchen, die Kinder nach möglichst gerechten Kriterien aufzunehmen, deshalb müssen wir auch die Vorlage von verschiedenen Papieren verlangen. Die Nachfrage ist dermaßen hoch, dass wir die Aufnahme der Kinder nicht flexibler gestalten können.

**Nadine Gaasch-Brix:**

Der Zeitplan des Pedibus, welcher im Gemeindeblatt veröffentlicht wurde, ist nicht korrekt. Wird der Dienst Pedibus ab dem ersten Schultag nach den Sommerferien angeboten? Was ist die Prozedur, wenn ein Elternteil nicht zur angegebenen Uhrzeit an der Haltestelle ist? Wie wird der Dienst organisiert für Schüler, welche nicht an jedem Tag teilnehmen?

*Antwort der Schöffin Quintus-Schanen:* Wir hatten eine Unterredung mit dem Personal des

*l'horaire ne nous a pas été signalé. Le Pedibus fonctionnera dès le premier jour de la reprise des cours. Si un parent n'est pas à l'arrêt, l'enfant est amené à la Maison Relais. Le Pedibus fonctionne exactement comme un bus traditionnel. Les surveillants doivent assurer la sécurité des enfants présents lors du trajet. Il n'est pas dans leurs attributions de téléphoner aux parents pour savoir pourquoi un enfant n'est pas à l'arrêt.*

*Pedibus. Ein Problem mit dem Zeitplan wurde hier nicht angesprochen. Der Pedibus funktioniert ab dem ersten Schultag nach den Ferien. Wenn ein Elternteil nicht an der Haltestelle ist, wird das Kind zur Maison Relais gebracht. Der Pedibus funktioniert exakt gleich wie ein traditioneller Schulbus. Die Aufgabe des Personals ist es, die Sicherheit der Kinder während des Schulweges zu garantieren. Es gehört nicht zu den Aufgaben des Personals Eltern anzurufen beziehungsweise nachzufragen, weshalb ein Kind nicht an der Haltestelle war.*

#### **Guy Conrady :**

J'ai une question concernant le projet « Parc Luxite » à Kockelscheuer. Quelles sont les surfaces de compensation de ce projet ?

*Réponse du bourgmestre : En principe il est prévu un délai endéans duquel les compensations doivent-être faites. Une partie des compensations doivent-être faites sur le site même, une autre partie peut être réalisée ailleurs. Les surfaces exactes de compensation vous seront fournies, je ne les connais pas par cœur.*

#### **Guy Conrady:**

Ich habe eine Frage betreffend das Projekt „Parc Luxite“ in Kockelscheuer. Welches sind die Kompensationsflächen für dieses Projekt?

*Antwort des Bürgermeisters: In der Regel wird ein Zeitraum vorgesehen für die Realisierung der Kompensationen. Ein Teil muss an Ort und Stelle gemacht werden, ein weiterer Teil kann auf einem anderen Gelände realisiert werden. Die exakten Zahlen über Kompensationsflächen werden ihnen mitgeteilt, die kenne ich nicht auswendig.*

## 9

### **Création de postes à la crèche - Postes d'employé communal**

Création de 15 postes d'employé communal - carrière de l'éducateur. La création de postes est proposée en prévision de la mise en service de la crèche communale de la Commune de Roeser prévue pour la rentrée en automne 2012.

Reprise de la délibération du 07/05/2012 (point 9.2) suite au refus de celle-ci par le ministère de l'Intérieur en raison d'une erreur matérielle.

**Le conseiller Berger ne participe pas au traitement du point 9.0, car il a brièvement quitté la salle des séances à ce moment.**

### **Schaffung von Posten als Erzieher im Statut des Gemeindeangestellten**

Schaffung von 15 Posten im Statut des Gemeindeangestellten in der Laufbahn des Erziehers. Die Schaffung dieser Posten wird vorgeschlagen aufgrund der bevorstehenden Eröffnung der neuen Kinderkrippe in Berchem, welche im Herbst stattfinden soll.

Erneute Beratung über diesen Punkt, welcher bereits am 7. Mai 2012 (Punkt 9.2) beschlossen wurde. Der Beschluss wurde vom Ministerium abgelehnt aufgrund eines materiellen Fehlers im Text des Beschlusses.

**Der Gemeinderat Berger nimmt nicht an der Abstimmung über Punkt 9.0 teil, da er den Sitzungsaal zu diesem Zeitpunkt kurz verlassen hat.**

## 10

### **Résiliation du contrat avec une éducatrice suite à sa reprise dans l'enseignement fondamental**

Résiliation du contrat de travail avec une éducatrice avec effet au 1er juin 2012 du fait que le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle procèdera à la reprise de l'éducatrice dans l'enseignement fondamental.

## 10

### **Auflösung des Vertrages mit einer Erzieherin nach derer Übernahme in die Grundschule**

Übereinstimmende Auflösung des Arbeitsvertrages mit einer Erzieherin mit Wirkung auf den 1. Juni 2012. Die betroffene Person wird ab diesem Datum vom Schulministerium übernommen und in der Grundschule eingesetzt.

## 11.1

### **Personnel administratif - Promotion d'un fonctionnaire (1)**

Promotion d'un rédacteur au grade 13 à partir du 01/10/2012, les conditions définies au règlement grand-ducal du 4 avril 1964 étant remplies.

## 11.1

### **Administratives Personal - Beförderung eines Beamten (1)**

Beförderung eines Redaktors in den Grad 13 ab dem 01/10/2012. Die Bedingungen des großherzoglichen Reglements vom 4. April 1964 sind erfüllt.

## 11.2

### **Personnel administratif - Promotion d'un fonctionnaire (2)**

Promotion d'un rédacteur au grade 13 à partir du 01/10/2012, les conditions définies au règlement grand-ducal du 4 avril 1964 étant remplies.

## 11.2

### **Administratives Personal - Beförderung eines Beamten (2)**

Beförderung eines Redaktors in den Grad 13 ab dem 01/10/2012. Die Bedingungen des großherzoglichen Reglements vom 4. April 1964 sind erfüllt.

## 12

### **Nomination définitive d'un ingénieur-technicien**

Nomination définitive d'un ingénieur-technicien avec effet au 1<sup>er</sup> août 2012 en application de l'article 5 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux.

## 12

### **Definitive Ernennung eines „ingénieur-technicien“**

Definitive Ernennung eines „ingénieur-technicien“ mit Wirkung auf den 1. August 2012 gemäss Artikel 5 des modifizierten Gesetzes vom 24. Dezember 1985 betreffend das Statut der Gemeindebeamten.

## 13

### **Nomination provisoire d'un expéditionnaire administratif**

Nomination au poste d'expéditionnaire administratif créé par délibération du conseil communal du 26 mars 2012. Nomination sous le statut de fonctionnaire communal conformément aux dispositions de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut des fonctionnaires communaux.

## 13

### **Provisorische Ernennung eines „expéditionnaire administratif“**

Ernennung auf den Posten als „expéditionnaire administratif“, welcher vom Gemeinderat am 26. März 2012 geschaffen wurde. Ernennung im Statut des Gemeindebeamten gemäß den Bestimmungen des modifizierten Gesetzes vom 24. Dezember 1985 betreffend das Statut der Gemeindebeamten.

#### **Vote secret / geheime Abstimmung**

10 Oui / Ja

0 Non / Nein

1 Abstention(s) / Enthaltung(en)

## 14

### **Résiliation du contrat de travail d'une employée communale**

Résiliation du contrat de travail présentée par une aidante sociale occupée par l'administration communale.

## 14

### **Auflösung eines Arbeitsvertrages mit einer Gemeindeangestellten**

Auflösung eines Arbeitsvertrages mit einer Angestellten im Sozialdienst der Gemeinde.